

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

DOMMAGES AUX BIENS mobiliers et immobiliers

Pouvoir adjudicateur : (Acheteur / souscripteur)	Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales et établissements en qualité de coordonnateur d'un groupement de commandes composé de : -Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur (CCI NCA) (dont IFPS : Institut de Formation Pharmacie Santé, I.F.A. : Institut de Formation Automobile, I.N.B : Institut Nautique, MDE : Maisons Des Entreprises, le POINT A (Point Apprentissage) - SAS VAUBAN 21 - SAS GALLICE 21 - SCI DU PAL - SCI CAMPUS REGIONAL APPRENTISSAGE - SCI ECOLE INTERNATIONALE - SCI CCINCA SOPHIPOLITAINE - SAS CARABACEL PATRIMOINE - SAS NICE AIR PORTS ENGINEERING (NAPE) - SAS CCINCA CONSEIL EN FINANCEMENT - ASSOCIATION ECOLE 42 CAMPUS DE NICE -SAS VP GOLFE-JUAN - SCI ARGILA - SCI PIMIAN - Société PSL (port saint laurent) en cours de création		
Adresse :	20 boulevard Carabacel - CS 11259 - 06005 Nice Cedex 1		
Objet de la consultation :	Passation d'un marché d'assurances « Dommages Aux Biens mobiliers et immobiliers » pour les besoins de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur et de ses filiales et établissements		
Date d'effet :	1^{er} janvier 2026 à 0 heure	Echéance annuelle :	31 décembre de chaque année à minuit
Terme / durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par l'acte d'engagement.		
Préavis de résiliation :	Préavis de 6 mois pour l'assureur et le souscripteur.		
Périodicité du paiement :	Annuelle		
Indexation :	Le contrat est indexé sur l'indice Fédération Française du Bâtiment (F.F.B. - base euros). La révision est applicable chaque année à l'échéance annuelle selon la variation de l'indice par période de 12 mois à partir de la valeur de référence indiquée par le candidat. $I =$ valeur de l'indice indiquée par le candidat sur la fiche de tarification $I1 =$ valeur de l'indice 12 mois après I $\text{Indexation} = I1 / I \times \text{taux} / m2$ L'indice n'est applicable que sur les prix unitaires. Il ne s'applique pas sur les franchises et montants des garanties.		

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Le souscripteur souhaite l'établissement d'un contrat d'assurances ayant pour objet de garantir les dommages matériels soudains et fortuits, causés directement aux seuls biens assurés et résultant d'un évènement garanti, et ce sous réserve de l'application des exclusions générales et limites ci-après, ainsi que, lorsqu'ils leur sont directement consécutifs :

- Les frais et pertes,
- Les pertes d'exploitation et / ou frais supplémentaires d'exploitation,
- Les conséquences pécuniaires des responsabilités encourues par l'assuré.

Le contrat est souscrit tant pour le compte du souscripteur que pour le compte de qui il appartiendra, notamment les organismes de financement (notamment crédit-bailleur) ou encore les loueurs et les prêteurs.

En plus du souscripteur, bénéficient de la qualité d'assuré additionnel au titre du présent marché :

- Les concédants dans le cadre des délégations ou concessions (ou autres formes juridiques) ;
- Ses **filiales ou sous-filiales**, c'est-à-dire les sociétés dans lesquelles le Souscripteur détient directement ou indirectement 50 % ou plus du capital, ainsi que toutes autres sociétés dans lesquels le Souscripteur, ses filiales ou sous-filiales détiennent directement ou indirectement 50 % ou plus des droits de vote, ou dont ils assument la gestion et/ou la charge de l'assurance sans détenir une participation de 50 % ou plus du capital ou des droits de vote.
- Les **sociétés en participation, associations et groupements de toute nature** quel que soit le régime juridique applicable, y compris les personnes physiques ou morales constituant lesdites entités lorsqu'elles agissent en qualité de membre de ces sociétés en participation, associations et groupements, pour autant que le souscripteur, ses filiales ou sous filiales :
 - o Y détiennent directement ou indirectement une participation de 50 % ou plus,
 - o Ou en aient contractuellement ou de fait la gestion et/ou la charge de l'assurance.
- Toutes les **entités nouvellement créées ou acquises en France uniquement**.

A titre d'information, les assurés exercent différentes activités consistant en tout ce qui constitue leur objet social, tel que défini par leurs statuts, et notamment toutes activités spécifiques d'une Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale avec un Siège, des bureaux annexes en différentes localités.

Ainsi sont notamment exercées les activités suivantes :

- Exploitation des ports, parc d'activités logistiques, y compris toute activités connexes en partenariat avec d'autres ports ne relevant pas de la gestion de la CCI Nice Côte d'Azur ;
- Exploitation des établissements publics et administratifs, industriels et commerciaux, organismes d'études ;
- Exploitation, entretien et fonctionnement d'ensembles immobiliers industriels et commerciaux ainsi que des matériels, équipements, installations de toutes natures ;
- Activités diverses de restauration (enseignement, restaurant d'application, cantine, food truck au Campus Sud des Métiers)
- Exploitation de centres de formation continue et d'apprentissage ;
- Exploitation de parkings ;
- Sous-concessions d'outillages et de locaux ;
- Utilisation de pontons flottants et de coffres d'amarrage (notamment pour le débarquement / embarquement de passagers) ;
- Gestion d'un centre d'activités nautiques : formation, permis bateau, entretien et réparation des bateaux et garage de bateaux ;
- Organisation de feux d'artifices ;

- Assistance à la création et à la gestion des zones industrielles pouvant aller jusqu'à la concession ;
- Maîtrise d'ouvrage, co maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'ouvrage déléguée, notamment travaux publics dans le cadre des équipements gérés ;
- Organisation de salons, expositions, foires, séminaires, congrès ; manifestations ludiques, culturelles et sportives avec occupation temporaire de locaux...
- Gestion de pépinières et hôtels d'entreprises
- ZMEL
- Gestion d'associations syndicale libre...

L'assuré pourra faire emploi de tous matériels, installations fixes ou mobiles et détenir tous produits ou substances nécessaires à ses activités.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat. **Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.**

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire

ARTICLE 2 – GARANTIES ACCORDEES

Il est demandé un contrat avec **abrogation de toute règle proportionnelle** comportant les risques suivants :

DOMMAGES ET PERTES

Tous dommages matériels ou immatériels et pertes subis par l'assuré résultant directement ou indirectement de la survenance soudaine et accidentelle d'un événement non exclu.

En outre, il est précisé que sont couverts, les pertes et dommages matériels aux biens assurés, quand bien même ils n'auraient pas été atteints directement par l'événement générateur assuré, dès lors qu'il existe un lien de causalité certain entre l'événement et la perte et/ou le dommage.

GARANTIES DE RESPONSABILITES

Responsabilité du locataire ou occupant à l'égard du propriétaire des biens :

- Risques locatifs : responsabilité encourue par l'assuré, en qualité de locataire ou occupant, à l'égard du propriétaire, pour des dommages matériels causés à ces biens (articles 1351, 1351-1, 1732, 1733, 1734 et 1735 du Code Civil) ;
- Responsabilité « trouble de jouissance » : responsabilité encourue par l'assuré, en qualité de locataire ou occupant, à l'égard du propriétaire, pour des dommages occasionnés à un ou plusieurs colocataires ;
- Responsabilité « pertes de loyers » : responsabilité encourue par l'assuré, en qualité de locataire ou occupant, à l'égard du propriétaire, en cas de résiliation du bail, pour le loyer de ses locaux ainsi que pour le loyer des autres locataires et pour la perte d'usage des locaux occupés par le propriétaire.

Responsabilité du propriétaire à l'égard du locataire :

- Recours des locataires : responsabilité encourue par l'assuré, en qualité de propriétaire à l'égard des locataires, pour des dommages matériels causés à leurs biens. Cette garantie s'étend aux frais de déplacement et de réinstallation que seraient amenés à exposer les locataires atteints par le sinistre ;
- Responsabilité « trouble de jouissance » : responsabilité encourue par l'assuré, en qualité de propriétaire, pour des dommages occasionnés à un ou plusieurs colocataires.

Responsabilité à l'égard des voisins et des tiers :

- Responsabilité encourue par l'assuré en raison de dommages matériels et immatériels causés aux tiers (par application des articles 1240, 1241 et 1242 du Code civil ou des règles du droit administratif)

FRAIS ET PERTES (à la suite de dommages matériels soudains et fortuits, causés directement aux seuls biens assurés et résultant d'un événement garanti, y compris catastrophes naturelles)

Frais de démolition, de déblais et de nettoyage, pompage et séchage. Sont inclus :

- Les frais exposés à la suite de mesures conservatoires imposées par décision administrative, ainsi que les frais de transport jusqu'au lieu de traitement ou de décharge ;
- Les frais d'étalement, bâchage, échafaudage et frais de main d'œuvre afférents.

Frais de décontamination, désamiantage et dépollution, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires relatifs aux biens assurés et au terrain et au sous-sol sur lesquels sont situés ces biens

Sont inclus les frais de diagnostic, de mesure (empoussièrement notamment) de destruction ou de neutralisation avant mise en décharge des biens, ainsi que les frais de transport jusqu'au lieu de traitement ou de décharge

Frais de prévention de sinistre

Il s'agit des frais engagés par l'assuré pour éviter la survenance d'un sinistre garanti ou engagés pour détruire un bien volontairement pour éviter ou limiter un sinistre

Frais de transport

Frais de déplacement et frais de remplacement ou entrepôt du mobilier, nécessaires à la remise en état des biens immobiliers sinistrés

Frais de relogement

Loyer (ou indemnité d'occupation) exposé pour se réinstaller temporairement dans des conditions identiques, et dont il sera déduit le montant du loyer avant sinistre. Les éventuels frais d'aménagement nécessaires à la réinstallation sont inclus dans ce poste (câblage électrique ou informatique, réseaux, sécurisation, cloisons...)

Perte financière sur aménagements immobiliers et mobiliers, ainsi que les pertes financières diverses
Remboursement des intérêts d'emprunt, des redevances aux organismes de crédit-bail
Remboursement des cotisations d'assurance construction (dommages ouvrages et tous risques chantiers notamment)
Frais de reconstitution des supports d'information (médias, archives...), ainsi que les frais d'adaptation de logiciels (y compris formation consécutive du personnel) Il s'agit des frais engagés pour reconstituer ou remplacer des supports matériels (papiers, films, bois, métal, disques, disquettes, bandes...), pour reconstituer (conception, étude...) l'information, pour reporter l'information reconstituée sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit
Frais sauvetage, protection et conservation
Frais de gardiennage et de clôture provisoire
Perte de loyers, perte d'usage
Taxe d'encombrement du domaine public
Les frais nécessités par une mise en état des biens mobiliers et/ou immobilier en conformité avec la Législation et la Réglementation
Frais de dégagement des arbres, plantations et autres espaces verts

Remboursement des frais et honoraires des experts et conseils choisis par l'assuré pour l'estimation des dommages résultant du sinistre et l'assistance à sa gestion, sur la base du barème de prise en charge suivant (non indexé – hors TVA) :

Base	Barème	Barème supplémentaire
Pertes jusqu'à 25.000 €	9 %	-
Pertes supérieures à 25.000 €	9 % jusqu'à 25.000 €	7 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 50.000 €	8 % jusqu'à 50.000 €	6 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 105.000 €	7 % jusqu'à 105.000 €	5 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 220.000 €	6 % jusqu'à 220.000 €	3 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 450.000 €	4,50 % jusqu'à 450.000 €	2,50 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 900.000 €	3,50 % jusqu'à 900.000 €	1,80 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 2.200.000 €	2,50 % jusqu'à 2.200.000 €	1 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 4.500.000 €	1,75 % jusqu'à 4.500.000 €	0,35 % sur les pertes au-delà
Pertes supérieures à 9.000.000 €	1,05 % jusqu'à 9.000.000 €	0,30 % sur les pertes au-delà
Majoration de 100 € pour frais de dossier si pertes < 220.000 €		

Article 3 – LEXIQUE

ATTEINTE LOGIQUE :

Constitue une atteinte logique :

- Tout acte de malveillance informatique, c'est-à-dire tout acte informatique réalisé dans le but d'affecter les progiciels, paramétrages, données et systèmes informatiques,
- Toute infection ou virus, à savoir tout programme informatique se propageant par réplique de lui-même ou partie de lui-même et qui perturbe, modifie ou détruit tout ou partie des programmes, progiciels, données et systèmes informatiques.

BIENS ASSURES :

- Bâtiments (ou risques locatifs) et modulaires ainsi que les clôtures, murs de soutènement, aménagements, installations, agencements, embellissements.
- Equipements techniques (chaufferie, ascenseurs, photovoltaïques...), matériels, mobiliers, marchandises, produits finis ou en cours, matières premières, approvisionnement, emballages, machines, outillages, archives, moules, modèles, remorques jusqu'à 750 kg de PTAC, ainsi que les engins de manutention et d'entretien présents dans les sites assurés...

Sont également compris les aménagements, installations, agencements, embellissements ainsi que les biens appartenant aux préposés de l'assuré ou à des tiers.

Ces biens sont situés dans les bâtiments assurés ou à leurs abords immédiats (enceinte du site), en dépôt chez un tiers, ou temporairement en tous lieux y compris en cours de transport.

- Aménagements extérieurs et équipements urbains, notamment :
 - o Arbres et plantations, jardinières, bassins, fontaines, monuments, bancs, sculptures et éléments d'ornements ;
 - o Auvents, abris (pour poubelles, cycles, chariots, containers), abris bus, WC publics, chalets et kiosques ;
 - o Clôtures, portails, barrières, plots, glissières, murs de soutènement (ne remplissant pas une fonction « bâtiment ») ;
 - o Bornes (y compris incendie, appel, électrique), lampadaires, projecteurs, coffrets électriques, équipements de télécommunications, antennes, équipements de surveillance ;
 - o Panneaux solaires et photovoltaïques ;
 - o Installations de signalisation, panneaux (d'affichage ou d'information), boîtes aux lettres, parcmètres ;
 - o Réservoirs, citernes, cuves, silos, conteneurs, caches conteneurs, stations de distribution de carburant, bascule
 - o Antennes, poteaux, pylônes, cheminées, garde-corps ;
 - o Installations portuaires (ponton, passerelle, promenade...), les grues, anneaux... ;
 - o City stade, skate Park...
- Ouvrages de génie civil et d'art, notamment :
 - o Les murs de soutènement ne se rapportant pas à un bâtiment.
 - o Les routes, les pistes, les canaux et ponts-canaux, les tunnels, les mines, les pipelines.
 - o Les ponts, les passerelles, les passages, les rampes, les escaliers, les tunnels, les galeries.
 - o Les canaux, les canalisations enterrées ou non, les collecteurs, les aqueducs, les châteaux et réservoirs d'eau.
 - o Les digues, les quais, les docks, les jetées, les embarcadères, les pontons, les remblais, les châteaux, les écluses, les bassins, les bassins de Lagunage, les formes de radoub, les cales de halage, les appontements, les ducs d'Albe, les terre-pleins et les autres ouvrages portuaires ou de protection du littoral.
 - o Les chemins de roulement, les voies de circulation diverses, les aires de stationnement et les autres ouvrages de voirie (couches de fondation et revêtement compris), les embranchements particuliers de voies ferrées et les équipements ferrés à l'intérieur des Etablissements assurés...
- Réseaux divers, notamment :
 - o Canalisations ou conduites d'alimentation / évacuation enterrées ou non, assainissement, drainage ;
 - o Réseaux de transport d'énergie ou d'informations (aériens ou souterrain), notamment fibres et fourreaux...
- Pontons flottants et mobiles, coffres d'amarrage...

Les biens assurés sont situés dans la région Nice-Côte d'Azur, et de façon générale partout en France ou en Europe, Andorre et Principauté de Monaco en tant que besoin notamment à l'occasion des transports terrestres, déplacements et expositions.

L'acheteur ne dispose pas d'expertise récente (l'expertise la plus récente date de plus de 10 ans et est désormais partielle).

La surface totale à garantir est de 82 799 m²

A noter que le souscripteur a été retenu par la métropole pour gérer le port de Saint-Laurent du Var, du port de Saint-Laurent-du Var

- L'assurance porte automatiquement sur tous biens acquis, gérés, occupés ou utilisés par le souscripteur, sans déclaration préalable (sauf immeuble d'une surface > 10.000 m² / immeuble classé monument historique / immeuble à usage industriel ou agricole pour lesquels une déclaration est à effectuer).

Il est convenu entre les parties que l'ensemble des équipements, installations, bâtiments et autres ouvrages présent sur un site est assuré même si leur surface n'est pas prise en compte dans l'état de patrimoine du fait du mode de calcul retenu (exemple non prise en compte des hangars non clos si surface plancher).

- Les garanties sont acquises aux bâtiments qui auraient pu être omis (non présents sur la liste du patrimoine).

- Certains bâtiments peuvent être édifiés sur terrain d'autrui. Toutes dispositions prévues à ce sujet par les conditions d'assurances du contrat sont abrogées, l'assuré étant, dans tous les cas, considéré comme propriétaire du terrain.

DOMMAGE CORPOREL :

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGE MATERIEL :

Toute détérioration, destruction, vol, désagrégation, dégradation, corrosion, bris, fracture, altération ou dénaturation, atteignant une chose ou une substance autre qu'une donnée, ainsi que toute atteinte physique à un animal.

DOMMAGE IMMATERIEL :

Tout préjudice pécuniaire, résultant de la privation de jouissance d'un bien ou d'un droit, de l'interruption d'un service ou de la perte d'un bénéfice (frais et pertes, pertes d'exploitation et ses extensions, frais supplémentaires d'exploitation, pertes de valeur vénale du fonds de commerce, conséquences pécuniaires résultant de la responsabilité encourue par l'assuré).

DONNEES :

Les données sont des biens immatériels constitués par :

- Les informations sous format électronique, y compris les données à caractère personnel et les données confidentielles,
- Les adaptations de logiciels développées spécifiquement pour les besoins de L'assuré ainsi que les programmes conçus pour une application commune à plusieurs utilisateurs, pouvant subir des modifications mineures pour un utilisateur déterminé (progiciels).

ETABLISSEMENT :

Ensemble de biens appartenant au même propriétaire, concourant à la même exploitation et réunis dans un périmètre tel qu'aucun de ces biens n'est séparé du bien le plus proche, de plus de 200 mètres.

EVENEMENT :

Fait générateur soudain et accidentel de dommages matériels.

EPIDEMIE :

Apparition, augmentation et propagation subite du nombre de personnes atteintes d'une maladie d'origine infectieuse contagieuse ou non, regroupant un nombre élevé de cas dans un pays, une région, une ville, une collectivité ou une entreprise.

EPIZOOTIE :

Epidémie qui frappe les animaux.

PANDEMIE :

Epidémie étendue à la population d'un continent, voire au monde entier.

MALADIE INFECTIEUSE :

Maladie provoquée par des germes, des micro-organismes pathogènes (les bactéries, les virus, les parasites ou les champignons). La propagation peut être liée à une transmission d'une personne à l'autre, elle peut passer par l'intermédiaire d'un vecteur animal qui transporte et inocule le germe ou le micro-organisme pathogène.

MALADIE CONTAGIEUSE

Maladie infectieuse qui se transmet.

SINISTRE :

Ensemble des dommages matériels causés aux biens assurés et des dommages immatériels directement consécutifs résultant d'un même événement garanti.

L'ensemble des dommages matériels et des dommages immatériels directement consécutifs causés par un même événement survenu dans une période de 72 heures (débutant lors de la survenance du premier dommage matériel) et ayant la même origine est considéré comme un seul et même sinistre, même s'il atteint plusieurs établissements assurés.

SYSTEMES INFORMATIQUES :

Les systèmes informatiques sont l'ensemble des moyens informatiques et de télécommunication ayant pour finalité d'élaborer, traiter, stocker, acheminer, présenter ou détruire des données.

Ils incluent tout ordinateur, matériel informatique, système d'exploitation, logiciel, programme, application, réseau informatique y compris VPN, système de communications, appareil électronique (y compris les téléphones mobiles, les ordinateurs portables, tablettes, ou tout autre appareil électronique mobile), serveur, "nuage" ou "cloud", microcontrôleur, et tout autre système ou configuration similaire, ainsi que tout appareil d'entrée, de sortie ou de conservation des données, équipement de réseau ou de sauvegarde.

4.1. - Montant des garanties

Les montants ci-dessus sont indexés le cas échéant selon l'indice prévu au contrat.

(Les valeurs indiquées sont comprises par événement, au premier risque et par établissement (site)*)

GARANTIES	MONTANTS
Tous événements non exclus :	19 900 000 € porté à 30 000 000 € pour la SCI CAMPUS
Dont :	
Vol (hors fonds et valeurs)	250.000 €
Biens en tous lieux (chez un tiers, dépositaire, client, façonnier, sous-traitant, dans les foires et expositions...) y compris confiés lors de manifestation	150.000 €
Fonds et valeurs en coffres, y compris vol :	200.000 €
- dont vols de fonds et valeurs en cours de transport :	50.000 €
Bris de machines / Tous risques biens sensibles :	500.000 €
Objets de valeur, art et biens en exposition, y compris confiés lors d'expositions temporaires :	300.000 €
Chapiteaux ou tentes ainsi que leur contenu	150.000 €
Frais de dégagement des arbres, plantations et autres espaces verts	50.000 €
Responsabilité civile en cas de recours des voisins et des tiers :	10.000.000 €
Responsabilité civile recours des locataires :	10.000.000 €
Frais de recherche de fuites et dommages causés par le gel :	20.000 €
Bris de glaces :	100.000 €
Biens / denrées sous température dirigée :	50.000 €
Pertes d'exploitation ou de recettes, frais supplémentaires d'exploitation, avec sous limitations pour :	2.500.000 € sur 30 mois
- Vol et bris de glaces :	50.000 €
- Bris et tous risques biens sensibles :	150.000 €
- Biens sous température dirigée :	15.000 €
Honoraires experts assurés et conseils :	Barème ci-avant
Frais de mise en conformité :	3.000.000 €
Frais et pertes annexes :	5.000.000 €
Génie civil dont quais et pontons / caissons flottants	10.000.000 €
Pertes indirectes forfaitaires :	10 % de l'indemnité des dommages sur bâtiments et matériels

(*) – Applicable par établissement (SITE), c'est-à-dire ensemble de bâtiments et d'installations concourant à la même exploitation et réunis dans un même enclos ou groupés dans les conditions telles qu'aucun bâtiment ou qu'aucune installation n'est séparé par une distance supérieure à 300 mètres d'autres bâtiments ou d'autres installations

4.2. - Montant des franchises (non indexées)

4.2.a - Définition de la franchise : La franchise correspond à la part du sinistre restant à la charge de l'assuré : elle est déduite du montant des dommages. Elle s'applique par événement. Lorsqu'un même événement affecte plusieurs biens assurés, une seule franchise est appliquée.

4.2.b - Recours amiable tiers identifié : en cas de dégradation du patrimoine du souscripteur, l'assureur prend en charge le recours contre le tiers identifié responsable du dommage, lorsque le sinistre n'est pas garanti au titre du présent contrat ou lorsqu'il n'est pas pris en charge du fait de la franchise.

Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des dommages et pertes consécutifs au même fait générateur. De même, seront considérés comme un seul et même sinistre les conséquences dommageables résultant de la propagation d'un même phénomène naturel dès lors qu'elles se produisent dans un délai de 72H.

GARANTIES	MONTANTS
FRANCHISE GENERALE PAR SINISTRE DE : 15.000 € pour les ports et 2.500 € pour les autres établissements, sauf pour les évènements suivants :	
Pertes d'exploitation ou de recettes, frais supplémentaires d'exploitation :	3 jours
Vol des fonds et valeur en cours de transport :	10 % des valeurs dérobées
Garanties de responsabilité (dégâts des eaux, incendie par exemple)	Néant
Evènements naturels reconnus ou non catastrophes naturelles autres que Tempête / Grêle / neige.	50 000 €

Article 5 – DISPOSITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT

Principes généraux

5.1 - Les limites de garanties ou les exclusions figurant dans les textes de l'assureur sont abrogées lorsqu'elles sont contraires aux présentes dispositions particulières.

5.1.1. Il est convenu qu'il ne sera pas fait de réduction / exclusion en cas de non-respect des dispositions relatives au permis de feu / travail par point chaud. De la même façon, l'assureur accepte de considérer comme suffisants les contrôles réglementaires effectués par le souscripteur (contrôle électrique, extincteurs...) lorsqu'ils existent et sans référence à une norme (APSAD, CNPP...).

5.2 - Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques, les ayant fait visiter et/ou reconnaître et avoir reçu tous les éléments d'information sur notamment les biens garantis, les activités exercées, la matérialité du risque. Ils les acceptent donc tels qu'ils se présentent, en renonçant à se prévaloir de toute déclaration de l'assuré, de toute erreur ou omission, tant à propos de la construction des bâtiments, leur superficie quelle que soit leur attribution, que de la nature des approvisionnements de marchandises liquides, solides ou gazeuses, leur mode de chauffage, les moyens de protection VOL et de prévention des autres risques, la disposition des lieux, les voisinages ou contiguïtés, ou encore leur occupation. L'assureur dispense le souscripteur de toute déclaration relative à des travaux de construction, réparation, installation, entretien, pouvant être effectués dans les immeubles assurés. Il est entendu que tous documents communiqués à l'assureur ne le seraient qu'à titre indicatif et ne sauraient être retenus pour opposer une « non-garantie » à l'encontre du souscripteur.

Renonciations à recours :

5.3 - L'Assureur renonce à tous recours en cas de sinistre contre toutes personnes physiques ou morales ainsi que leurs assureurs, sociétés, filiales ou commettantes, clientes, associées, gérantes, ou exploitantes, ou encore occupantes à un titre quelconque, créées ou à créer, avec lesquelles l'Assuré a ou peut avoir des intérêts communs et/ou envers lesquelles il aurait pris l'engagement préalable au sinistre de renoncer à recours.

La présente renonciation à recours ne s'applique pas aux cas de malveillance et en cas de non-respect par des tiers de leurs obligations légales et/ou contractuelles auxquels l'assuré a confié des biens.

5.4 - L'assureur renonce à recours au profit de l'assuré et des tiers propriétaires (ainsi que de leurs assureurs).

Dispositions spécifiques à certains biens :

5.5 - On entend par **fonds et valeur**, les espèces monnayées, billets de banque, devises, chèques, timbres- poste, timbres fiscaux et feuilles timbrées, titres de transport, titres restaurant, chèques de voyage, titres et autres valeurs négociables, bijoux, pierres précieuses, métaux et alliages précieux.

Concernant ces biens, la garantie est acquise en cas de vol commis :

- Soit par effraction ou enlèvement de meubles fermés à clé, caisses-enregistreuses, coffres-forts, Soit avec menace ou violence sur le détenteur des clés ou toute autre personne,
- Soit avec menace et violence pour s'approprier les biens couverts alors qu'ils sont en cours de manutention pour être entrés ou sortis des coffres.

En outre, l'assureur garantit le vol de fonds et valeurs en cours de transport, commis sur la personne lors de déplacement nécessités par l'encaissement, le retrait ou le dépôt de fonds et valeurs. La garantie s'exerce pendant tout le temps où la personne chargée du transport les détient, depuis le moment où elle les prend en charge jusqu'au moment où elle les dépose entre les mains de la personne habilitée à les recevoir ou dans un coffre prévu à cet effet.

La garantie s'exerce en cas de :

- Vol dûment prouvé commis par agression sur le porteur des fonds et valeurs ;
- Vol et pertes dûment prouvé à la suite d'un événement de force majeure résultant soit du fait du porteur de fonds (tel que malaise subit, étourdissement, perte de connaissance, chute...), soit d'un accident survenant sur la voie publique.

5.6 - La garantie est étendue :

- au « **Bris de machines** » s'applique automatiquement à tous les matériels liés à l'exploitation des bâtiments et infrastructures : motorisations et mécanismes, transformateurs, ascenseurs, traitement de l'air, chauffage et chaudière, climatisation, ventilation, pompe à chaleur, traitement des eaux, pompage ou filtration, engins de levage...
- aux « **Biens sensibles** » définis comme étant tous les matériels électroniques, **notamment** : bureautique, informatique et périphériques, serveurs, onduleurs, reprographie, impression, imprimerie, téléphonie, affichage (y compris panneaux d'affichage), surveillance (notamment caméras, centrale de surveillance...), sonorisation, vidéo, audio, autocommutateurs, matériels de paiement, matériels d'exploitation des parkings, écrans tactiles et bornes, défibrillateurs, matériels audiovisuel, éclairage...

5.6.1. Il est entendu que les matériels peuvent être déplacés, que la garantie porte sur les risques de démontage, transport et remontage et qu'elle demeure acquise en cas de défaillance du constructeur ou de la société chargée de la maintenance, l'assureur ne renonçant pas à son droit à recours contre le dit constructeur (et/ou société) défaillant. Les matériels portables sont garantis en tous lieux.

5.6.2. La garantie porte sur tous les dommages non exclus notamment :

- A des facteurs humains : maladresse, négligence, inexpérience,
- A des facteurs techniques de conception ou de construction : défaut de fonte ou de matière, de conception ou de calcul, de construction, erreur d'atelier ou de montage,
- A des facteurs d'exploitation : force centrifuge, survitesse, grippage, échauffement mécanique, dérèglement, défaillance des appareils de régulation, de contrôle, de protection, phénomène vibratoire, fatigue moléculaire, variation de structure cristalline, coup de bélier, coup de feu, manque d'eau, manque d'huile,
- A des facteurs externes : chute, heurts, effondrement de bâtiment, phénomènes naturels.

Dispositions relatives aux Pertes d'exploitation ou de recettes, frais supplémentaires d'exploitation

5.7 - Définition :

Frais supplémentaires : frais exposés pour permettre la continuité de fonctionnement du service exploité par l'assuré. Ces frais sont engagés en sus des frais normalement exposés avant le sinistre pour les mêmes tâches dans le but de permettre le maintien de l'activité normale. Il est précisé que les frais de fonctionnement normalement exposés par l'assuré, qui disparaîtraient du fait du sinistre, sont déduits de l'indemnité.

Les frais supplémentaires garantis sont notamment :

- Les frais de prestations extérieures supplémentaires de toute nature ;
- Les frais de personnels supplémentaires provoqués par l'accroissement des besoins à la suite du sinistre ;
- Les frais de mesures conservatoires (autre que celles déjà prévues au titre du volet « frais et pertes ») ;
- Les loyers supplémentaires correspondant à la location de locaux ou matériel de remplacement, locaux provisoires ;
- Les frais postaux et de télécommunication supplémentaires, les frais de communication (changement d'adresse provisoire...) ;
- Les frais d'entretien, de chauffage, éclairage, fluide, gardiennage, surveillance des locaux supplémentaires provisoires ;
- Le surcoût des approvisionnements en matériels, marchandises...

5.8 - Objet de la garantie : cette assurance a pour objet de garantir à l'assuré le remboursement des pertes d'exploitation ou de recettes ainsi que les frais supplémentaires d'exploitation qu'il serait amené à devoir exposer à la suite d'un sinistre garanti pendant la période nécessaire à la reconstitution et à la réinstallation définitive des services qu'il exploite. Elle couvre également les frais de remise en service partiel ou provisoire des installations.

5.8.1. La garantie est étendue aux conséquences :

- De difficultés ou d'impossibilité d'accès à l'établissement assuré, dès que lors que ces difficultés ou impossibilité d'accès trouvent leur origine dans des dommages survenus aux abords de l'établissement assuré, dommages qui auraient été garantis s'ils étaient intervenus dans l'enceinte de l'établissement assuré ;
- De la carence de fournisseurs (énergie et télécommunication notamment), dès lors que cette carence résulte de dommages subis dans les locaux des fournisseurs, dommages qui auraient été garantis s'ils étaient intervenus dans l'enceinte de l'établissement assuré ;
- De la fermeture administrative totale et temporaire de l'établissement, prononcée par les autorités publiques compétentes.

5.9 - L'indemnité sera calculée au regard de l'existence et du montant des frais supplémentaires et pertes de recettes justifiés par l'assuré.

Dispositions relatives à l'indemnisation :

5.10 - Dispositions générales : L'indemnité est calculée sur la base de la valeur de reconstruction à neuf pour les biens immobiliers et sur la base de la valeur de remplacement à neuf pour les biens mobiliers. L'indemnité est versée en deux étapes :

1 : Première indemnité (indemnité dite « immédiate »)

Biens immobiliers : Valeur de reconstruction à neuf (ou de réparation) estimée au jour du sinistre – vétusté calculée (par corps de métier, à dire d'expert) + honoraires d'architectes (à dire d'expert).

Biens mobiliers et autres matériels : Valeur de remplacement à neuf estimée au jour du sinistre – vétusté calculée (à dire d'expert).

2 : Seconde indemnité (indemnité dite « différée »)

Biens immobiliers : Montant de la vétusté, limité, par corps de métier, au tiers de la valeur de reconstruction à neuf (ou de réparation).

Biens mobiliers et autres matériels : Montant de la vétusté dans sa totalité pour les biens et matériels de moins de 5 ans, et limité au tiers de la valeur de remplacement à neuf pour les biens et matériels de 5 ans et plus.

Cette seconde indemnité est versée uniquement :

- Sur production des factures de reconstruction ou réparation ;
- Et lorsque la reconstruction ou réparation est effectuée dans un délai de **3 ans** à compter de la survenance du sinistre.
- Aucune autre condition ne sera appliquée pour le versement de cette seconde indemnité (notamment de lieu de reconstruction, d'absence de modification de la destination initiale du bien sinistré).

A la valeur de reconstruction à neuf s'ajoute, les pertes et frais annexes, les pertes indirectes forfaitaires, les frais supplémentaires d'exploitation et / ou pertes d'exploitation ou de recettes, ainsi que les honoraires d'experts assurés et de conseils (ces honoraires font l'objet d'un règlement en délégation auprès de l'expert et du conseil désigné). Les frais et pertes annexes, les frais supplémentaires d'exploitation et / ou pertes d'exploitation ou de recettes sont estimés à dire d'expert.

5.10.1 - Droit d'option – clause de conversion : au cas où l'assuré ne souhaiterait pas reconstruire ou ne souhaiterait pas bénéficier de la « valeur à neuf », l'indemnisation sera basée sur le montant calculé au 1) ci-dessus auquel s'ajouteront les frais et pertes annexes, les frais supplémentaires d'exploitation et / ou pertes d'exploitation ou de recettes ainsi que les pertes indirectes forfaitaires dont le montant sera alors fixé à 20 %

5.11 – Pour les bâtiments, la **valeur à neuf** de reconstruction à neuf s'entend de la reconstruction à l'identique au jour du sinistre en y incluant :

- Les honoraires d'architectes et bureau d'études,
- Les honoraires de maîtrise d'ouvrage déléguée / assistant à maîtrise d'ouvrage,
- Les frais nécessités par une mise des lieux en conformité avec la législation / réglementation,
- Les contrôles techniques et S.P.S.,
- Les mesures conservatoires et de sauvegarde.

5.12 - Afin de réduire les difficultés de l'assuré liées à un sinistre important, l'assureur accepte de se libérer par acomptes justifiés à dire d'experts. L'assureur versera dans un délai de **30 jours** suivant une première estimation des dommages et pertes par les experts, une provision correspondant à **50 %** de ladite estimation.

Le règlement définitif, déduction faite de l'acompte versé, interviendra dans un délai maximum de **30 jours** à compter de la signature, par l'assuré, de la lettre d'acceptation.

En cas de non-respect des délais de règlement des acomptes et/ou de l'indemnité finale, les sommes dues par le titulaire seront productives d'un intérêt calculé au taux légal.

5.13 - TVA : Les valeurs sont fixées Hors Taxes, et il en sera de même des indemnités en cas de sinistre, sauf toutefois, en ce qui concerne les biens sur lesquels la T.V.A. ne serait pas récupérable par le bénéficiaire de l'indemnité, l'assureur effectuant alors le règlement des sinistres sur ces biens taxes comprises.

5.14 - Valeurs d'indemnisation : pour réaliser son estimation, l'expert missionné par la compagnie d'assurance devra tenir compte :

- Du résultat du ou des marchés publics passés par l'assuré pour la reconstruction ou la réparation des biens sinistrés. Ainsi, la valorisation proposée pour la valeur de reconstruction ou de remplacement à neuf devra correspondre aux propositions tarifaires des attributaires desdits marchés publics.
- De l'intervention des services de l'assuré sur la base des tarifs horaires appliqués par lui (**tarifs public des ports disponibles sur internet**).

Dispositions spécifiques à certaines garanties et / ou à certains biens

5.15 - Bâtiments voués à la démolition : L'indemnisation due par l'assureur sera limitée au « recours des voisins et des tiers » et aux « frais et pertes annexes » mais uniquement pour les postes « frais de décontamination, désamiantage et dépollution », « frais de démolition, de déblais et de nettoyage, pompage et séchage », « frais de prévention de sinistre (selon définitions figurant à l'article 2) » ainsi que les honoraires d'architecte, de bureaux d'étude, de contrôle technique, d'ingénierie.

5.16 – Biens acquis en crédit ou objet d'un contrat de financement ou de location :

Lorsqu'un sinistre total atteint un bien acquis par l'intermédiaire d'un organisme de crédit ou crédit-bail, l'assureur prendra en charge, en premier lieu, les sommes qui restent dues à l'organisme prêteur.

Si les sommes restant dues sont supérieures au montant de l'indemnité (déterminée sur la base soit de la valeur de paiement anticipée majorée de l'indemnité de paiement anticipé pour le crédit, soit sur la base de la valeur de rachat anticipé pour le financement), l'assureur prendra en compte le montant des sommes restant dues (déduction faite de la franchise et de l'éventuelle valeur de sauvetage).

Si les sommes restant dues sont inférieures au montant de l'indemnité (calculée selon la méthode indiquée ci-dessus), l'assureur versera à l'assuré la différence (déduction faite de la franchise et de l'éventuelle valeur de sauvetage).

5.17 - Le souscripteur pourra utiliser des biens faisant l'objet d'un contrat de location (crédit-bail, location longue durée...). Ces biens sont compris dans l'assurance comme ceux appartenant à l'assuré. En cas de sinistre garanti, l'assureur, sur intervention de l'organisme propriétaire, intégrera les indemnités afférentes aux biens loués pour solder le dossier de financement (étant précisé que le souscripteur indemnise le plus souvent le crédit bailleur puis demande le remboursement à l'assureur).

5.18 - Les bâtiments ou parties de bâtiments classés et / ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques sont garantis en valeur de reconstruction à l'identique suivant les prescriptions et directives de l'Architecte en chef des Monuments Historiques, agissant comme Maître d'œuvre ou de toute personne ou service qu'il désignera pour cette tâche. Tous frais ou études supplémentaires que l'Architecte en chef des Monuments Historiques jugera nécessaire seront automatiquement garantis.

Dispositions diverses

5.19 - L'assuré peut apporter la preuve de l'existence des biens détruits ou volés par tous moyens (factures d'achat, inventaires...) et sera dispensé de la fourniture des factures d'acquisition pour les biens de plus de 10 ans.

5.20 - D'un commun accord entre les parties, il est convenu que, en cas de déclaration de sinistre, la compagnie est désignée pour prendre l'initiative des mesures préliminaires en vue de la constitution de l'expertise.

L'expert devra être missionné dans les 24 heures suivant la déclaration de sinistre. La CCI NCA pourra donner son avis dans le choix du Cabinet d'expertise et faire valoir ses arguments.

L'Expertise, en cas de sinistre, ne devra en aucune façon arrêter la marche de l'établissement et, si le travail devait être momentanément interrompu, il ne pourrait l'être que dans les locaux ou parties de locaux atteints par le sinistre.

5.21 – En cas de coassurance, toutes déclarations, informations de nature à modifier l'appréciation des risques et portées à la connaissance de l'apéríteur sont opposables à l'ensemble de la coassurance.

5.22 – En cas de sinistre, l'assuré dispose d'un délai de **30 jours à partir du moment où le service assurance du souscripteur a eu connaissance du sinistre**, pour en faire la déclaration. Le titulaire s'engage à accuser réception des sinistres déclarés sous 24 heures ouvrées.

5.23 – Les garanties s'exercent sur les biens vendus par l'assuré avec clause de réserve de propriété partout où ils se trouvent.

5.24 – A la demande du souscripteur, et sous un délai de **30 jours**, l'Assureur s'engage à lui remettre un état des sinistres réglés ou des provisions correspondant aux sinistres en cours.

ARTICLE 6 – EXCLUSIONS

Il est fait application des seules exclusions suivantes :

BIENS, EVENEMENTS, PERTES ET DOMMAGES EXCLUS :

1/ LES DOMMAGES CORPORELS, C'EST-A-DIRE L'ATTEINTE A L'INTEGRITE PHYSIQUE DES PERSONNES.

2/ LES DOMMAGES INTENTIONNELLEMENT CAUSES OU PROVOQUES PAR L'ASSURE OU AVEC SA COMPLICITE AINSI QUE PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DE L'ASSURE LORSQU'IL S'AGIT D'UNE PERSONNE MORALE.

3/ LES DOMMAGES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES PAR :

- DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME.
- TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF OU PAR TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS ET QUI ENGAGENT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT D'INSTALLATION NUCLEAIRE OU TROUVENT LEUR ORIGINE DANS LA FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES CONCERNANT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE A L'ETRANGER, OU FRAPPENT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE.

Toutefois, les conséquences de la radioactivité restent couvertes lorsque les sources radioactives ne sont utilisées que pour des appareils de contrôle et de régularisation par l'assuré.

4/ LES SANCTIONS PENALES.

5/ LES DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE ETRANGERE ; il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que celui de guerre étrangère.

6/ LES DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE ; il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de ce fait.

7/ LES CONSEQUENCES D'ENGAGEMENTS CONTRACTUELS PRIS PAR L'ASSURE DANS LA MESURE OU ELLES EXCEDENT CELLES AUXQUELLES IL SERAIT TENU EN VERTU DES TEXTES LEGAUX OU REGLEMENTAIRES D'ORDRE PUBLIC.

8/ LES DOMMAGES CAUSES PAR LA VERMINE, LA CONDENSATION, L'HUMIDITE OU LA SECHERESSE DE L'ATMOSPHERE, LA CONTRACTION, EVAPORATION, PERTE DE POIDS, ROUILLE, CORROSION, EROSION, LE POURRISEMENT, LE VIEILLISSEMENT NATUREL, LA MOISSURE OU DECOMPOSITION, ALTERATION DE SAVEUR, COULEUR, TEXTURE OU APPRET, les conséquences restant garanties. La garantie reste également acquise pour les dommages causés par ces phénomènes lorsqu'ils résultent d'événements accidentels non exclus.

9/ LES DOMMAGES CAUSES PAR LA CONTAMINATION OU LA POLLUTION DE L'ATMOSPHERE, DES EAUX, DU SOL, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences d'un événement accidentel non exclu.

10/ L'USURE, LA DETERIORATION OU LA DEPRECIATION NORMALE ET PROGRESSIVE DES BIENS ASSURES, les conséquences restant garanties.

11/ LES PERTES OU DOMMAGES PROVENANT DE MANQUANTS CONSTATES LORS D'INVENTAIRES, OU DE DISPARITIONS INEXPLIQUEES.

12/ LES PERTES PECUNIAIRES RESULTANT D'ACTES FRAUDULEUX, DETOURNEMENTS, FALSIFICATIONS.

13/ LES VOLS COMMIS PENDANT L'OCCUPATION DE TOUT OU PARTIE DES ETABLISSEMENTS DE L'ASSURE, DANS LE CADRE DE CONFLITS DU TRAVAIL.

14/ LES VOLS DE MARCHANDISES ENTREPOSEES A L'EXTERIEUR DES BATIMENTS, OU A L'INTERIEUR DE BATIMENTS NON ENTIEREMENT CLOS ET COUVERTS, sauf pour les bâtiments gardiennés.

15/ LES PERTES OU DOMMAGES QUI SONT LA CONSEQUENCE DE LA MISE SOUS SEQUESTRE, SAISIE OU DESTRUCTION EN VERTU DES REGLEMENTS DE DOUANE OU DE QUARANTAINE, DESTRUCTION ET CONFISCATION PAR ORDRE DES AUTORITES CIVILES OU MILITAIRES (à l'exception des actes de destruction ordonnés pour empêcher la propagation d'un sinistre).

16/ LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS EN PLEIN AIR RESULTANT DE L'EXPOSITION AUX SEULS EVENEMENTS SUIVANTS : PLUIE, SABLE, POUSSIERE.

17/ PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DECENNALE, LES DOMMAGES RELEVANT DE L'ASSURANCE "DOMMAGES-OUVRAGE" (Loi 78-12 du 04/01/78).

18/ LES FRAIS DESTINES A REMEDIER AUX TASSEMENTS, FISSURATIONS, CONTRACTIONS, GONFLEMENT OU EXPANSION DE DALLES, FONDATIONS, MURS, PLANCHERS, PLAFONDS, TOITURES. Toutefois, ces dommages sont garantis lorsqu'ils résultent d'événements accidentels non exclus.

19/ LE BRIS, sauf pour une cause externe accidentelle, DES PIECES SUBISSANT PAR LEUR FONCTIONNEMENT ET/OU LEUR NATURE UNE USURE NECESSITANT UN REMPLACEMENT PERIODIQUE TELS QUE FORETS, FRAISES, LAMES DE SCIE, COURROIES.

20/ LES FRAIS ENGAGES POUR REMEDIER A DES VICES DE CONCEPTION DE MATIERE, DE MISE EN OEUVRE.

21/ LA REPARATION DES ERREURS DE FABRICATION, MALFACONS, LA PERTE DE LA VALEUR DES MARCHANDISES OU PRODUITS FABRIQUES PRESENTANT DES CARACTERISTIQUES LES RENDANT IMPROPRES A L'EMPLOI OU A LA VENTE AUXQUELS ILS ETAIENT DESTINES, sauf si ces caractéristiques sont la conséquence d'un événement accidentel non exclu.

22/ LES DOMMAGES AUX VEHICULES A MOTEUR IMMATRICULES DE L'ASSURE EN CIRCULATION.

Il est précisé que les dommages de bris de machine accidentels demeurent garantis pour les engins de manutentions en mode outils. Il est précisé également que les véhicules pédagogiques de l'IFA (garantis en responsabilité civile par ailleurs) sont assurés au titre du présent contrat pour les dommages matériels les affectant.

23/ LES DOMMAGES AUX TERRAINS ET PLANTATIONS EN PLEIN AIR, sauf au titre de la garantie "Recours des voisins, des tiers".

24/ LES CONSEQUENCES PECUNIAIRES DECOULANT DE LA RESPONSABILITE CIVILE POUVANT INCOMBER A L'ASSURE EN RAISON DE DOMMAGES CAUSES AUX TIERS ET IMPUTABLES A SES ACTIVITES PROFESSIONNELLES (hors les responsabilités garanties : risques locatifs, recours des voisins, des tiers, des locataires).

EN CE QUI CONCERNE LES SYSTEMES INFORMATIQUES :

25/ LES PERTES D'INFORMATIONS RESULTANT D'UN VICE PROPRE, DE L'USURE NORMALE, D'UNE DETERIORATION PROGRESSIVE DU SUPPORT, D'UNE ERREUR D'EXPLOITATION OU DE PROGRAMMATION.

26/ LES FRAIS D'ADAPTATION DES LOGICIELS EN CAS DE REMPLACEMENT DES BIENS SINISTRES PAR DES MATERIELS NON DIRECTEMENT COMPATIBLES (sauf si les matériels ou logiciels sinistrés ne sont plus fabriqués).

27/ LES PERTES DE DONNEES ET D'INFORMATIONS CONSECUTIVES A L'INFLUENCE D'UN CHAMP MAGNETIQUE OU A DE MICRO-COUPURES.

28/ LES ATTEINTES AUX SYSTEMES DE TRAITEMENT AUTOMATISE DE DONNEES, VISEES AUX ARTICLES 323-1 A 323-4 DU CODE PENAL.

29/ LES DOMMAGES RESULTANT DE FRAUDE OU DE MALVEILLANCE INFORMATIQUE.

30/ SONT EXCLUS LES DOMMAGES DE TOUTE NATURE QUI, DANS LEUR ORIGINE OU LEUR ETENDUE, RESULTERAIENT DES EFFETS D'UN VIRUS INFORMATIQUE

EN CE QUI CONCERNE LES BIENS EN COURS DE TRANSPORT :

31/ LE VOL A BORD D'UN VEHICULE LAISSÉ SANS SURVEILLANCE SUR LA VOIE PUBLIQUE ENTRE 21 ET 7 H DU MATIN.

32/ LES VOLS SURVENUS PAR LE FAIT OU AVEC LA COMPLICITÉ DES PORTEURS DE FONDS DES VALEURS ASSUREES.

33/ LES VOLS ET PERTES LORS DE TRANSPORTS EFFECTUES PAR DES PERSONNES ETRANGERES A L'ENTREPRISE.

34/ LES VOLS ET PERTES LORS DES TRANSPORTS EFFECTUES PAR DES PERSONNES AGEES DE MOINS DE 18 ANS OU DE PLUS DE 65 ANS.

35/ LES VOLS ET PERTES LORS DE TRANSPORTS EFFECTUES PAR DES PERSONNES ETANT, A LA CONNAISSANCE DE L'ASSURE, ATTEINTES D'UNE INFIRMITÉ GRAVE INCOMPATIBLE AVEC L'EXERCICE DE LEUR MISSION OU S'ETANT RENDUES COUPABLE PAR LE PASSE DE VOLS, MALVERSATIONS, DETOURNEMENTS, ESCROQUERIES, ABUS DE CONFIANCE OU FAITS SIMILAIRES.

ARTICLE 7 – ELEMENTS D'INFORMATIONS TECHNIQUES

(Ceux-ci ne sont pas destinés à définir des dispositions contractuelles, mais à apporter des renseignements permettant l'appréciation des risques).

Le patrimoine du souscripteur est joint en annexe.

Il est joint en annexe des rapports de visite de certains sites. A noter que les points d'amélioration relevés font l'objet de correction, avec dès la rentrée une notification aux occupants des remarques et corrections à apporter. Les correctifs à la charge de l'acheteur vont être corrigés à court terme.

Les liens ci-dessous permettent aux candidats de disposer de nombreuses informations sur les risques objet du présent C.C.P. :

<https://www.campussuddesmetiers.com/#campus>

<http://www.riviera-ports.com/>

La C.C.I. dispose d'objets de valeur dans ces locaux pour un montant estimé à plus de 300.000 € (vitraux, vases, tableaux, tentures, gravures, lustres...).

La C.C.I. est en cours d'attribution de la gestion du Port de Saint Laurent du Var : <https://www.portsaintlaurent.com/>

Article 8 – ANTECEDENTS DU RISQUE

Le souscripteur est titulaire d'un contrat souscrit auprès de ALLIANZ qui prend fin 31/12/2025 à minuit (terme normal du marché).

L'état de sinistralité est joint en annexe avec des commentaires du souscripteur.

ARTICLE 9 – CLAUSE D'ETHIQUE

La CCINCA est une Société éthique qui attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude, la corruption, et toute atteinte à la probité, et qui entend que toute personne ou société en relation avec la CCINCA adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi française du 13 novembre 2007 relative à la lutte contre la corruption, et d'une manière générale, tous principes généraux du droit international et toutes dispositions réglementaires et législatives équivalentes et déclarent en avoir parfaitement connaissance.

Plus particulièrement, le Titulaire s'engage à respecter irrévocablement les éléments stipulés au sein du présent article.

Tout manquement de la part du Titulaire aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant la CCINCA, si bon lui semble, à résilier le présent contrat sans préavis ni indemnité, mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels la CCINCA pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

Le Titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour le compte du Titulaire dans le cadre du présent contrat :

- Respectera toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- Ne fera, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d'engager la responsabilité de la CCINCA au titre du non-respect de la réglementation existante ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- Mettra en place et maintiendra ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informer la CCINCA sans délai de tout évènement qui serait porté à sa connaissance et qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournir toute assistance nécessaire à la CCINCA pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Le Titulaire indemniser la CCINCA de toute conséquence, notamment financière, d'un manquement de sa part aux obligations stipulées au présent article.

Le Titulaire autorise d'ores et déjà la CCINCA à prendre toute mesure raisonnable ayant pour objet de contrôler le strict respect par le Titulaire des obligations stipulées au présent article.

Le Titulaire s'engage à informer la CCINCA, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d'entraîner sa responsabilité au titre du présent article.

Il est entendu qu'aucune obligation au titre du présent contrat ne saurait avoir comme conséquence d'obliger la CCINCA à manquer à ses obligations relatives à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 10 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La CCINCA, ses filiales, ses structures et le Titulaire s'engagent chacun au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel (ci-après « DCP »), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), ainsi qu'aux recommandations de l'autorité de contrôle compétente (CNIL pour la France) applicables.

Chacun demeure responsable de traitement de toute DCP traitée dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En effet, chacun détermine seul les finalités et les moyens de traitement des DCP qu'il met ou fait mettre en place.

En tant que responsable de traitement au sens du RGPD, chacun prend toutes les mesures nécessaires, notamment, au respect par lui-même, par son personnel et par ses éventuels prestataires, des principes de licéité, loyauté et transparence des traitements vis-à-vis des personnes concernées, de limitation des finalités, de minimisation et d'exactitude des données, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité des données qui doivent présider à tout traitement.

Chacun garantit mettre en œuvre, notamment, des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement de DCP soit effectué conformément aux exigences des lois et règlements en vigueur en matière de protection des données. Ces mesures doivent être réexaminées et actualisées si nécessaire.